

Le voyage du Président de la République au Mali, le 2 février, a marqué symboliquement la fin de la fin de la phase de reconquête des villes du fleuve Niger et la scission de l'opération française en deux directions nettement séparées : stabilisation et, faute de meilleur qualitatif, contre-terrorisme, dans deux cadres géographiques séparés. Ces deux nouvelles opérations comportent des risques spécifiques et des logiques différentes qui peuvent par ailleurs se contredire.



4 février 2013, des militaires français de la force Serval et des nigériens de la MISMA patrouillent côte-à-côte dans les rues de Gao. Crédit photo : ECPAD / EMA

Plus qu'avec les expériences en Bosnie et au Kosovo, où une longue phase de stabilisation sans ennemi succédait à une courte phase de combat, la situation ressemble plus à celle de l'Afghanistan au début de 2002 lorsque les Américains, et quelques troupes alliées, poursuivaient le combat le long de la frontière avec le Pakistan tandis que se constituait à Kaboul la Force internationale d'assistance et de sécurité. La situation apparaissait alors également comme une belle victoire américaine, au moins partielle, et l'avenir s'annonçait favorable jusqu'à ce que plusieurs erreurs stratégiques soient commises.

La première fut d'avoir confondu l'hôte et le parasite, c'est-à-dire les Taliban et Al Qaïda, et d'avoir continué à combattre les premiers tandis que les seconds avaient quitté le pays et continuaient à agir en réseau transnational. L'organisation tellurique des Taliban, renforcée par le Pakistan et la présence même de la Coalition, s'est finalement réimplantée dans les provinces pashtounes jusqu'à engluer les forces étrangères. La seconde fut d'avoir engagé un projet très ambitieux de transformation du pays tout en le faisant reposer sur des bases fragiles comme l'alliance initiale avec les seigneurs de guerre ou la mise en place d'une constitution à l'américaine paralysante. L'aide économique, à la fois massive et dispersée, a ensuite autant permis le développement de la corruption (et donc rendue encore plus séduisants l'offre administrative talibane « honnête ») que de celui des services sociaux ou éducatifs. La compensation de ces erreurs initiales a alors imposé un engagement croissant de ressources afin de tenter de dépasser les effets négatifs que cette même fuite en avant engendrait. Cette spirale afghane est actuellement dans l'esprit de tous même si personne ne l'évoque ouvertement pour le Mali.

Le scénario prévu au Mali est celui d'une relève rapide des forces françaises par les quatre bataillons de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) afin d'assurer la sécurité des villes le long du fleuve Niger au moins jusqu'à la tenue des élections prévue en juillet prochain, première étape vers une normalisation politique. Ce scénario présente de nombreuses inconnues comme les délais de mise en place et l'efficacité de la MISMA puis de l'armée malienne, la capacité locale à mettre en place des institutions et une culture politique stables ou encore la possibilité d'une paix durable avec les Touaregs. Ce processus est également à considérer dans un ensemble régional tourmenté par des lignes de fracture anciennes mais aussi les effets de la mondialisation (affaiblissement des Etats et des services publics), des évolutions climatiques (désertification) et politico-idéologiques du monde arabe ou l'importance croissante du commerce de la drogue. La stabilisation du Mali et plus largement du Sahel est une oeuvre de longue haleine, peut-être même une oeuvre de Sisyphe.

Dans ce processus, plusieurs types d'adversaires armés peuvent apparaître. Face aux forces françaises ou à des forces africaines cohérentes, c'est-à-dire probablement aidées par les Français, les organisations djihadistes peuvent difficilement mener des attaques classiques sans être détruits. Elles peuvent en revanche pratiquer une stratégie de harcèlement contre des objectifs militaires ou civils, à l'aide de procédés asymétriques classiques comme les attaques suicides, les engins explosifs, le *sniping* ou les tirs de roquettes ou autres à inventer. A plus long terme, la persistance simultanée de la présence française et du désordre peut engendrer des anticorps nationalistes comme le toujours influent capitaine Sanogo, organisateur du coup d'état du 22 mars, et opposant à la fois à la présence française et à une classe politique locale parmi les plus corrompus d'Afrique. On ne peut exclure non plus que les djihadistes ou radicaux islamiques locaux ne trouvent des soutiens dans les protestataires « à peaux noires » jusqu'à former de nouvelles organisations armées telluriques. Il ne faut pas oublier enfin les organisations armées touaregs toujours promptes à la rébellion. La réponse française à ces menaces réside sans doute à réduire la prise locale aux différentes sources d'hostilité par une présence réelle mais légère et une organisation en réseau transnational à partir de nos bases et points d'appui régionaux, de nos équipes de conseillers et d'éléments d'intervention de forme et de taille variable, civils et militaires.

Pendant ce temps la guerre « contre le terrorisme » se poursuit dans l'extrême nord du Mali avec des critères de victoire plus flous que pour la libération des villes de la boucle du Niger. Le combat s'arrêtera-t-il lorsque les otages seront libérés ? Les mouvements touaregs amenés à la paix ? Les organisations djihadistes détruites ? Rien n'a été précisé et c'est sans doute mieux car ainsi on ne se lie pas à des objectifs ambitieux dont la non-réalisation pourrait passer pour une défaite. Pour autant, à moins de se lancer dans une guerre éternelle, il faudra bien justifier positivement un jour l'arrêt de cette opération.

Ces deux opérations sont désormais disjointes mais elles ne peuvent manquer de s'influencer. La stratégie d'étouffement des rebelles dans le Nord s'effectue pour l'instant avec un remarquable « complexe reconnaissance-frappe » frappant les indispensables noeuds logistiques (les dépôts de carburant) et les transmissions tout en empêchant tout mouvement important. Cette paralysie par le ciel doit cependant s'accompagner d'un étouffement par le sol, notamment en cloisonnant les massifs de Timetrine, très isolé, et surtout du nord des Ifoghas face au Hoggar algérien, par l'occupation des vallées de l'Azawak et du Tilemsi. C'est sans doute, aidés de conseillers et de forces légères française, le rôle prévu pour les 1.800 soldats tchadiens arrivés à Kidal mais la vraie interrogation est celle de l'alliance avec les Touaregs.

L'intérêt opérationnel de cette alliance est évident puisqu'en ne confondant pas l'hôte et le parasite, on ne se lancerait pas dans une guerre difficile. Elle permettrait aussi d'isoler encore plus AQMI et le MUJAO et de disposer d'auxiliaires très précieux pour barrer la frontière et aider à aller chercher les djihadistes dans les vallées encaissées et les grottes. Ce serait cependant remettre en selle ceux-là même qui ont déclenché la crise du début de 2012 et accepté la présence des djihadistes au Mali. Bien entendu une telle alliance avec les « hommes bleus », et l'exclusion de l'armée malienne de la région Nord ne peut que susciter de fortes réticences de la part de tout gouvernement malien et d'une bonne partie des populations locales et nourrir le ressentiment.

Les deux opérations menées en parallèle sont condamnées à la réussite, et à la réussite rapide si possible. Que l'une d'elle échoue ou tarde à produire des résultats et c'est l'ensemble qui risque d'en pâtir. La victoire au Mali se joue dans les mois qui viennent.

Colonel Michel GOYA : [LA VOIE DE L'EPEE](#)

(IRSEM « Nouveaux conflits »)